

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Un-accord-transitoire-entre-l-Argentine-et-le-FMI-et-apres>

Un accord transitoire entre l'Argentine et le FMI, et après ?

- Empire et Résistance - Organismes et ONGs de domination -

Date de mise en ligne : lundi 27 janvier 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Après l'accord transitoire signé en l'Argentine et le FMI en fin de semaine dernière, comme prévu le président Eduardo Duhalde a rencontré le numéro 2 de l'institution internationale, Anne Krueger, en marge du sommet de Davos.

Par E.L.
pour El Correo

En réalité, rien de très surprenant n'est sorti de cette rencontre de 35 minutes à laquelle a également assisté le président de la Banque Centrale argentine Alfonso Prat-Gay. Si le président argentin a insisté sur la nécessaire compréhension qu'il attendait des organismes de crédit envers son pays pour qu'il continue à sortir la tête de l'eau, l'inflexible représentante du FMI a quant à elle réaffirmé qu'il s'agissait bien d'un accord transitoire. Un accord dont on sait à présent qu'il a été signé grâce au soutien des pays du G7, (5 membres du FMI sur 24 se sont abstenus) alors qu'une partie de l'équipe du dirigeante du FMI, dont Anne Krueger, y était opposée.

D'ailleurs, la veille de sa rencontre avec le président argentin, Anne Krueger avait donné une interview au quotidien argentine La Nacion, où elle ne se privait pas de rappeler les conditions de cet accord transitoire, signé en attendant « *la venue d'un nouveau gouvernement (après les élections) capable de prendre en main la situation* », rappelant qu'outre le rééchelonnement de la dette, ce programme comprenait « *d'autres mesures de nature fiscale et monétaire, et que l'argentine devait se réunir au plus vite avec ses créanciers* ». Mais aussi, qu'il fallait sans attendre « *entamer la restructuration du système bancaire, garantir l'indépendance de la Banque Centrale, ...* » autant de réforme qui pouvaient être selon elle abordées sans attendre les élections. Une façon de souligner aux argentins que la partie est loin d'être gagnée, et qu'aux yeux du FMI, elle se jouera avec le prochain président.

Toutefois, et sans attendre, le premier effet de cet accord, serait la possibilité de se voir octroyer mardi 28 par la Banque Mondiale, un prêt de 600 millions de dollars. David de Ferranti, responsable au sein de cette institution de la zone Amérique latine aurait manifesté sa préoccupation devant « *la situation difficile à laquelle sont confrontés de nombreux argentins... nous devons assurer la continuité des programmes d'aides sociale* ».

De son côté, Roberto Lavagna a précisé que grâce à cet accord, il n'y aurait pas de nouvelles échéances avant le 1er septembre 2004. Il a affirmé qu'il n'y avait pas eu de nouvelles contreparties, concernant par exemple l'augmentation des services publics, et que le gouvernement suivrait sa politique d'ajustements minimum.

Il a également annoncé qu'il pensait que le « *Corralon* » blocage des placements à taux fixe serait levé avant le 25 mai prochain (date de la fête nationale). Et que le FMI leur avait demandé un excédent budgétaire au niveau des provinces très élevé qui aurait compromis les chances de reprise, et que le gouvernement était resté sur l'idée de 2,1 % du PIB au niveau national et 0,4 % au niveau des provinces. Enfin qu'il restait 8 mois quant aux négociations portant sur la réforme bancaire.

Il est évident que la partie est loin d'être gagnée et que le FMI ne laissera pas tomber aussi facilement ses prérogatives sur un aménagement plus profond du fonctionnement des institutions économiques argentines. Une reprise de l'économie - le gouvernement table sur une croissance de 3% pour cette année- ne peut que donner une marge de manoeuvre supplémentaire au pays face aux exigences des institutions internationales.